

ARRETE MUNICIPAL ENGAGEANT LA PROCÉDURE DE MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

N° AM_2023_0719



Le Maire de la Commune de SALLANCHES,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-36 à L 153-44 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 06/06/2017 approuvant le PLU ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 21/11/2017 et 19/09/2019 approuvant les modifications simplifiées n°s 1 et 2 du PLU ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 18/09/2018 et 25/03/2021 approuvant les modifications n° 1 et 2 du PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 01/06/2023 justifiant l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU de Saint-Joseph Nord ;

Considérant que l'application des différentes pièces du PLU nécessitent des modifications sur le règlement, le règlement graphique et la création d'une orientation d'aménagement et de programmation, qui ne remettent pas en cause l'équilibre général du document applicable ;

Considérant que le projet de cette modification entre dans le cadre de la modification de droit commun définie aux articles L 153-41 à L 153-44 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : une procédure de modification n° 3 du PLU est engagée ;

ARTICLE 2 : le projet de modification portera sur :

1/ - l'ouverture à l'urbanisation la zone AU stricte dite de « Saint-Joseph Nord »

2/ - le reclassement d'une partie du secteur des Tronchets d'En Bas de la zone Uc (densification plus importante) à la zone Ud (densification moindre) dans l'objectif de mieux maîtriser du renouvellement urbain

3/ - le déclassement d'une partie de la zone Ud dite de « Cayenne » pour la reclasser dans l'importante zone Ue la jouxtant et destinée aux sports et loisirs de Sallanches

4/ - la réalisation, dans l'îlot compris entre l'avenue de Genève, les rues Gal Montfort, Vouilloux, Guer, d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'encadrer le renouvellement urbain

5/ - la détermination d'un secteur dans une zone Uab existante dans lequel le bâti patrimonial existant sera préservé

6/ - le classement du parking de la Paix en zone Ue d'équipements publics, compte tenu de sa destination, au lieu de l'actuelle zone Uab dans laquelle il se trouve

7/ - la réduction de certaines zones U situées en périphérie du territoire communal sur les coteaux et de leur reclassement en zone agricole ou naturelle, soit pour des raisons de cohérence, soit en raison de la spécificité des terrains concernés (difficultés d'accès et/ou pentes excessives)

8/ - la préservation de la qualité de la place du Midi et notamment le cône de vue existant sur le Mont-Blanc

9/ - la création de quelques emplacements réservés supplémentaires, le réajustement une surface erronée, et la suppression de ceux qui n'ont plus lieu d'être, la commune de Sallanches ayant répondu négativement à des mises en demeure d'acquiescer, abandonnant ainsi les projets initiaux

10/- le « toilettage » du règlement écrit, c'est à dire la correction ou la modification de certaines règles écrites pour en améliorer la lisibilité, en simplifier son interprétation ou encore se conformer à l'évolution des règles de droit en matière d'urbanisme ;

ARTICLE 3 : conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le projet de modification sera notifié à Monsieur le Préfet et aux personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique ;

ARTICLE 4 : un arrêté municipal interviendra pour définir les modalités d'organisation de l'enquête publique ;

ARTICLE 5 : à l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, sera approuvé par délibération du conseil municipal ;

ARTICLE 6 : le présent arrêté sera adressé au représentant de l'État et fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant 1 mois,
- d'une mention insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
- d'une publication en ligne sur le site internet de la Commune.

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° AM_2023_0690 du 11 août 2023.

Fait à Sallanches, le 18 août 2023

Georges MORAND



Signature électronique

**Maire,
Conseiller Départemental**

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente publication ou affichage ou notification.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Envoyé en préfecture le 18/08/2023

Reçu en préfecture le 18/08/2023

Publié le



ID : 074-217402569-20230818-AM_2023_0719-AR

L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Le Tribunal administratif de Grenoble peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyens», accessible depuis le site internet : www.telerecours.fr.